

Lettre du lundi 4 mai 2020

L'EDITO

Santé/Économie : le terrible arbitrage

Qui aurait raisonnablement pu penser, en dehors des collapsologues, qu'au XXIème siècle cette question se poserait ?

Depuis février, le choix a été fait par les pouvoirs publics de privilégier la protection des plus fragiles d'entre nous face au virus. Les économies, en France comme dans presque tous les pays du monde, ont été arrêtées sur ordre sanitaire et non pas parce qu'elles étaient cassées.

Pour le philosophe Damien Le Guay, ce choix s'imposait d'une façon majoritaire pour les français et on peut le comprendre et le soutenir dit-il. Mais poursuit-il *"Un choix est fait, dont nous ne mesurons pas toutes les conséquences : étouffer l'économie, la mettre sous cloche, faire porter sur les générations futures la santé des contemporains, plutôt que de laisser la pandémie se dérouler comme toutes les pandémies en protégeant les individus. D'une certaine manière nous nous donnons le choix, nous croyons avoir le choix, pour être des économies riches et pour faire porter par la solidarité collective une grosse partie du coût de cet étouffement économique."*

En écho, Dominique Seux sur France inter illustre ces deux mondes de l'économie et de la santé : *"d'un côté les équipes sociales, l'œil rivé sur les courbes hospitalières, souhaitent qu'un nombre très limité d'entreprises restent ouvertes, celles des secteurs dits stratégiques.*

De l'autre les équipes économiques ont expliqué que ces secteurs stratégiques ne fonctionnent pas sans conditionnement, emballage, transport, que les médicaments, il faut les fabriquer et qu'on a besoin d'entretenir les réseaux d'eau, d'électricité, etc. Bref, qu'il y a beaucoup de secteurs stratégiques. Elles ont expliqué aussi que si on arrête tout, les "morts" économiques seront nombreux. Car ce sont les plus précaires, travailleurs ou très petites entreprises, qui tombent les plus vite à terre."

Si l'on parle chiffres, ce sont donc, il est vrai, avant les revenus des salariés ou des retraités, les entreprises qui souffrent, et d'abord, en nombre, les plus petites, sans chiffre d'affaires : commerçants, artisans, tourisme, restaurants etc.

Alternatives Économiques, comme le gouvernement, pense que l'on peut concilier les deux approches. Le magazine écrit : *"Loin d'être antagoniste, une action publique forte portant à la fois sur la crise sanitaire et sur les chocs économiques qu'elle provoque permet, dans les deux cas, de limiter l'impact d'une crise sans précédent sur la vie des gens, à court et à plus long terme."*

Mais en est-on sûrs ? Et si les enjeux étaient ailleurs ?

Pour le philosophe André Compte-Sponville, c'est en effet l'ordre sanitaire opposé à l'ordre moral. Critiquant une théorie du "pan-médicalisme", le philosophe s'inquiète pour une *"société, une civilisation qui demande tout à la médecine"* et qui fait de la santé la valeur suprême et non plus la liberté, la justice, l'amour qui sont pour lui les vraies valeurs suprêmes"

Peut-on conclure un tel débat ? Le philosophe Damien Leguay s'y essaye mais l'esquive : "*Oui, l'équation est impossible. Les choix tragiques. Qui pourrait dire qu'il « accepte » des morts aujourd'hui pour éviter du chômage demain ? Qui pourrait assumer de mettre la santé de l'économie avant celle des français ? Qui pourrait ne pas prendre les mesures adaptées aujourd'hui pour préserver les entreprises ? Qui ? Personne. Surtout dans nos démocraties compassionnelles.*"

A l'Assemblée nationale mercredi, le premier ministre Edouard Philippe déclarait : "En ce moment, je choisis entre des mauvaises décisions". Arbitrage terrible !

Mais il conviendra, plus tard, de comprendre comment on a pu en arriver à une telle situation de "non-choix" finalement...?

FLASH SPECIAL

Etude d'impact du Covid-19 dans le secteur du tourisme outre-mer

Afin de mesurer au mieux les impacts économiques du Covid-19 sur les entreprises ultramarines du secteur du tourisme, nous avons élaboré un questionnaire que nous vous encourageons vivement à remplir et à diffuser massivement auprès de vos adhérents et de vos contacts :

<https://bit.ly/2X105Zt>

Vos réponses à ces diverses questions nous permettront **de mieux appréhender et donc de mieux définir les difficultés rencontrées par l'ensemble du secteur touristique des Outre-mer.**

Afin de permettre à l'ensemble des entreprises concernées de pouvoir remplir ce questionnaire, ce dernier a été adapté aux COM du Pacifique.

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

La FEDOM et Eurodom auditionnés par la Délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale

Jeudi dernier 30 avril, la Délégation aux Outre-mer de l'Assemblée nationale a organisé l'audition du président de la FEDOM, Jean-Pierre Philibert, et du délégué général-adjoint d'EURODOM, Benoît Lombrière, sur les questions économiques et européennes en lien avec la crise du Covid-19.

http://videos.assemblee-nationale.fr/video.8999394_5eaaaf3275303.delegation-aux-outre-mer-audition-de-la-federation-des-entreprises-des-outre-mer-fedom-et-de-l-a-30-avril-2020

Loi de finances rectificative : jamais deux sans trois

Les parlementaires ont voté, le 23 avril, la deuxième loi de finances rectificative en un mois, portant à 110 milliards d'euros les crédits du plan de sauvetage économique. Ils ont également ajouté plusieurs mesures intéressant les collectivités. Le texte inclut la prime exceptionnelle pour les agents publics. Mais au rythme de progression de la crise, les crédits votés par le parlement (notamment ceux du fonds de solidarité) sont déjà obsolètes et annoncent un troisième texte. L'effet ciseau entre chute des recettes des collectivités et explosion des dépenses sera au coeur des enjeux des prochaines semaines.

<https://www.banquedesterritoires.fr/projet-de-loi-de-finances-rectificative-jamais-deux-sans-trois>

Mayotte : une situation alarmante, selon le sénateur Thani Mohamed Soilihi

A Mayotte, 13 nouveaux cas de Covid-19 ont été répertoriés en 24 heures portant à 339 le nombre de cas sur l'île. Une situation inquiétante dans ce département d'Outre-mer de 250 000 habitants où la densité est 6 fois supérieure à celle de l'Hexagone. Sénateur LREM de Mayotte, Thani Mohamed Soilihi, alerte sur le risque d'expansion de l'épidémie.

<https://www.publicsenat.fr/article/parlementaire/mayotte-une-situation-alarmante-selon-le-senateur-thani-mohamed-soilihi-182125>

Coronavirus : le parlementaire chargé d'une mission sur les finances locales rendra des recommandations fin mai 2020

Le député Jean-René Cazeneuve (LREM), chargé d'une mission d'évaluation de l'impact de la crise du coronavirus sur les finances locales, compte fournir ses premières recommandations fin mai 2020 pour répondre à l'urgence des collectivités les plus en difficulté.

<https://www.weka.fr/actualite/finances-locales/article/coronavirus-le-charge-de-mission-sur-les-finances-locales-rendra-des-recommandations-fin-mai-2020-100825/>

Finances des collectivités locales et Covid-19 : Georges Patient tire la sonnette d'alarme

Dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19, le sénateur Georges Patient s'inquiète de la chute des recettes des collectivités locales ; des millions d'euros sont en jeu.

<https://www.franceguyane.fr/actualite/sante/coronavirus/finances-des-collectivites-locales-et-covid-19-georges-patient-tire-la-sonnette-d-alarme-467786.php>

La Délégation sénatoriale aux Outre-mer réclame davantage de visibilité sur les modalités du déconfinement économique dans les Outre-mer

Le travail de la délégation vise à tirer les leçons de la crise actuelle, qui démontre d'ores et déjà combien les outre-mer restent dépendants de l'hexagone et combien l'accompagnement de l'état au redémarrage de leurs économies devra être à la hauteur de l'ampleur des défis à relever.

<http://www.senat.fr/presse/cp20200423b.html>

Covid-19 : le Sénat appelle à un plan "vert" pour la remise à flot des ports et transports maritimes

À l'initiative du sénateur Michel Vaspard, la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du sénat a transmis au ministre de l'Action et des Comptes publics ses propositions pour soutenir le secteur portuaire et maritime affecté par la crise sanitaire. Dans les trois séries de mesures qu'elle met en avant, elle appelle notamment à anticiper le déconfinement pour le transport de passagers et les liaisons avec les îles, à mettre en place un plan de relance spécifique pour le fret et à inclure le transport maritime de passagers dans un plan de relance "tourisme", le tout en veillant à ce que le secteur ne relâche pas ses efforts de "verdissement".

<https://www.banquedesterritoires.fr/covid-19-le-senat-appelle-un-plan-vert-pour-la-remise-flot-des-ports-et-transports-maritimes>

DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

Discours du premier ministre, Édouard Philippe, sur la présentation de la stratégie nationale de déconfinement

<https://www.gouvernement.fr/partage/11523-discours-de-m-edouard-philippe-sur-la-presentation-de-la-strategie-nationale-de-deconfinement>

Annick Girardin et Jean-Baptiste Lemoyne annoncent la tenue d'un conseil interministériel du tourisme

Annick Girardin, ministre des outre-mer et Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'état auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, ont échangé – lors de trois réunions par bassin géographique- avec les acteurs des filières tourisme (socioprofessionnels et collectivités) des territoires d'outre-mer afin d'écouter leurs préoccupations et de recueillir leurs propositions en vue de construire un plan de relance adapté. Un point d'étape sera fait sur ces sujets avec les professionnels de ces secteurs lors d'un conseil interministériel du tourisme le 14 mai prochain afin de construire un plan de relance du secteur adapté à chacun des territoires.

https://www.zinfos974.com/Annick-Girardin-et-Jean-Baptiste-Lemoyne-annoncent-la-tenue-d-un-conseil-interministeriel-du-tourisme_a153647.html

Coronavirus : Emmanuel Macron estime que les territoires français du Pacifique peuvent être "des territoires pilotes" pour le déconfinement

Le chef de l'état s'est entretenu en audioconférence avec les responsables politiques et les représentants de l'état en Nouvelle-Calédonie, Polynésie et Wallis et Futuna. "On peut faire des territoires ultramarins des territoires pilotes en matière de déconfinement", estime-t-il.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/coronavirus-emmanuel-macron-s-entretient-avec-les-collectivites-du-pacifique-827858.html>

DU CÔTÉ DES COLLECTIVITES

L'état annonce débloquer 76 millions de subventions pour des acteurs de la culture

Confrontés de longue date à des restrictions budgétaires, le secteur de la culture et les artistes subissent de surcroît l'effet de la crise coronavirus sur la Nouvelle-Calédonie. Alors qu'est posée la question des subventions qui seront versées cette année, le haussariat communique à ce sujet.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/l-etat-annonce-debloquer-76-millions-de-subventions-pour-les-acteurs-de-la-culture-826968.html>

Coronavirus : quels dispositifs pour soutenir et relancer l'économie ? Entretien avec Ary Chalus

Asphyxiées, les entreprises se tournent vers le conseil régional en charge du développement économique. Les secteurs touristique et culturel sont à l'arrêt. Une CTAP doit se tenir pour évoquer la relance. Entretien avec Ary Chalus sur les mesures mises en place pour soutenir et relancer l'économie.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/quels-dispositifs-pour-soutenir-et-relancer-l-economie-entretien-avec-ary-chalus-827890.html>

Projet de délibération sur le secteur aérien pris par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a arrêté un projet de délibération portant adaptation des règles relatives aux conditions financières de résolution de certains contrats de voyage touristiques et de transport aérien dans le contexte de l'épidémie de Covid-19. Le projet de texte vise à préserver la trésorerie de ces acteurs économiques en prévoyant, par exception aux règles habituelles de remboursement des sommes versées en cas d'annulation, de proposer aux clients un avoir du montant des sommes versées, utilisable pendant une période de 12 mois pour les compagnies aériennes et de 18 mois pour les agences de voyages. À l'issue de cette période, si l'avoir en tout ou partie n'a pas été utilisé, le client pourra prétendre au remboursement du solde de son avoir.

Plan régional économique exceptionnel de La Réunion : point d'étape après l'ouverture de la plateforme d'aides

Pour accompagner les entreprises réunionnaises pendant la crise sanitaire liée au Covid19, le président de la région Réunion, Didier Robert, a proposé un Plan Régional de Soutien exceptionnel de 50 M€ comprenant 5 dispositifs. Le 9 avril dernier, la collectivité régionale a lancé sa plate-forme des aides économiques exceptionnelles avec les cinq aides directement accessibles. Toutes les démarches pour bénéficier de ses aides se font uniquement de manière dématérialisée via la plate-forme. Après deux semaines de lancement, la plate-forme d'aides exceptionnelles aux entreprises a enregistré 6 957 demandes d'aides pour le Fonds régional de Solidarité dont 1007 dossiers qui sont déjà instruits. Le « Chèque numérique renforcé » a déjà enregistré 430 demandes et permis d'effectuer 110 audits permettant la transition numérique des entreprises afin de diminuer les effets dévastateurs de cette crise sanitaire.

https://www.zinfos974.com/COVID-19-Plan-regional-economique-exceptionnel-point-d-etape-2-Ouverture-de-la-plateforme-d-aides_a153633.html

Le vice-président de la Polynésie française présente les recommandations sectorielles pour la reprise de l'activité économique

Le vice-président de la Polynésie française, ministre de l'Economie, Teva Rohfritsch, accompagné de Nicole Bouteau, ministre du Tourisme et du Travail, de Heremoana Maamaatuaiahutapu, ministre de la Culture, ainsi que Stéphane Chin Loy, président de la CCISM, de Patrick Bagur, président du Medef PF, et de Christophe Plée, président de la CPME PF, a présenté, mardi, les recommandations du gouvernement pour accompagner la reprise économique de certains secteurs d'activité, élaborées en concertation avec la chambre consulaire et les organisations patronales. Le vice-Président, ministre de l'Economie, tient à préciser que cette liste de recommandations n'est pas exhaustive et qu'elle doit être adaptée à la situation de chaque entreprise.

<https://www.presidence.pf/le-vice-president-presente-les-recommandations-sectorielles-pour-la-reprise-de-lactivite-economique/>

Où en est le prêt de l'AFD à la Nouvelle-Calédonie ?

L'état, l'AFD et le gouvernement calédonien se sont fixés un calendrier. Le prêt doit être signé et une partie doit être versée d'ici la mi-mai. Le taux d'intérêt de ce prêt devrait avoisiner les 2 %. Un prêt sur vingt-cinq ans, que le territoire commencerait à rembourser dans deux ans seulement. Il faudra d'abord remettre la Nouvelle-Calédonie à flot, financièrement et économiquement. Les rapports établis sur le sujet par l'assemblée nationale et le sénat insistent sur ce point. Le prêt doit répondre aux difficultés de trésorerie immédiates de la Calédonie. Mais il n'apporte pas de solution à ses problèmes financiers structurels.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/ou-en-est-le-pret-de-l-afd-a-la-nouvelle-caledonie-827342.html>

DU CÔTÉ DE L'UNION EUROPEENNE

Covid-19- Union Européenne : des mesures de soutien aux agriculteurs des RUP adoptées

La commission Agriculture de l'union européenne a adopté à une large majorité des mesures de soutien particulières pour les agriculteurs et éleveurs des régions ultrapériphériques (RUP). Des mesures défendues dans des amendements par le député européen Stéphane Bijoux dans le cadre des mesures transitoires de la Politique agricole commune. La commission Agriculture a adopté le maintien du budget actuel du programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité (POSEI) après 2021, l'augmentation du plafond du régime spécifique d'approvisionnement (RSA) à 35 millions d'euros pour les régions ultrapériphériques françaises ainsi que l'instauration des contributions interprofessionnelles étendues (CIE), qui offrent la possibilité aux organisations socioprofessionnelles des RUP de s'organiser et de se structurer pour défendre au mieux les besoins et intérêts locaux.

<http://outremers360.com/economie/covid-19-union-europeenne-des-mesures-de-soutien-aux-agriculteurs-des-rup-adoptees/>

Fonds de relance européen : tout reste à faire

Si le conseil européen a adopté le "paquet Eurogroupe" de 540 milliards d'euros et le principe d'un fonds de relance, sans surprise, aucun accord n'a encore été trouvé sur ce dernier. Le conseil a chargé la commission de faire une "proposition d'urgence", qui prend pour l'heure la forme d'un budget pluriannuel revisité auquel serait adossé le fonds, alimenté notamment par un emprunt de la commission. Reste à en déterminer le montant, les modalités de mise en œuvre et, surtout, de remboursement.

<https://www.banquedesterritoires.fr/fonds-de-relance-europeen-tout-reste-faire>

DU CÔTÉ DE LA COUR DES COMPTES

Niches fiscales, dette... la cour des comptes critique le budget 2019 de la France

La cour des comptes rend public son rapport sur le budget de l'état en 2019, accompagné de 66 analyses de l'exécution budgétaire, notamment par mission et par programme. Ce rapport porte donc sur une période antérieure au déclenchement de la crise sanitaire. Les conséquences de celle-ci sur les finances publiques feront l'objet d'une première analyse fin juin 2020 dans le rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques.

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/le-budget-de-letat-en-2019-resultats-et-gestion>

RAPPORTS, ETUDES ET AVIS

SCIENCES PO et le CEVIFOP publient un nouveau baromètre de la confiance politique

Travail d'analyse de la confiance politique réalisé par le CEVIPOF/SCIENCES-PO avec une comparaison intéressante faite avec l'Allemagne et le Royaume Uni pour la plupart des indicateurs.

https://fedom.org/wp-content/uploads/2020/05/Baromètre_vague11b-cevipof-confiance.pdf

Commentaire Fedom :

A noter tout particulièrement les graphiques P. 27, 30, 32, 39 et 80 sur les indicateurs comparatifs avec ces deux autres pays sur le niveau de confiance dans les institutions politiques (exécutif, législatif et UE), les partis politiques et sur le fonctionnement de la démocratie. Alors qu'en Allemagne et au Royaume uni, il y a une confiance majoritaire dans les trois institutions, c'est loin d'être le cas en France. La différence entre la France et les deux autres pays est assez édifiante et inquiétante. Cela montre l'ampleur de la fracture en France avec ceux qui sont à la tête des institutions politiques majeures en ce moment. D'autant qu'en parallèle, contrairement à ce que l'on pourrait penser ou à ce que certains essayent de laisser à penser parfois, 76 % approuvent « un système politique démocratique avec un parlement élu qui contrôle le gouvernement » bien loin devant l'idée d'un régime avec « à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections » (34 %) ou un pays dirigé par l'armée (16 %)...

Cela montre peut-être aussi que les coups de menton et les surenchères autoritaires ne "payent pas" en réalité et finissent par accroître la défiance. Cela devrait sérieusement interpeller ceux qui nous gouvernent et la classe politique dans son ensemble.

A souligner aussi que la distribution des positions politiques n'a en réalité pas évolué entre février et avril 2020 : 19% des enquêtés se situent à gauche, 34% à 35% au centre, 27% à droite et 20% en dehors de l'échelle. On n'observe donc pas de glissement partisan et la gauche reste minoritaire dans l'opinion.

Le besoin de protectionnisme économique ressort très clairement des différents autres indicateurs, sans pour autant qu'il y ait une remise à plat complète du système capitaliste (même si en France, la demande de changements importants augmente plus relativement qu'en Allemagne ou au Royaume uni, cf. p 59), d'une forme de libéralisme (cf. P 65 et 66) et d'un repli sur soi xénophobe (cf. P 63 et 64)

VIE DE LA FEDOM

L'outil d'évaluation FEDOM des délais de paiement est toujours en place

La FEDOM a mis en place depuis quelques mois un outil innovant permettant l'évaluation en ligne des délais de paiement des factures des entreprises par les acheteurs publics. Son objectif : quantifier le volume des créances dues et les délais moyens de paiement réels. Les résultats obtenus nous permettront de dresser une cartographie de la dette réelle à l'égard des entreprises par territoire, par collectivité et par type d'acheteur. Cet outil mis en place par les équipes techniques de la FEDOM ne sera pleinement efficace que s'il est renseigné par un maximum d'entreprises ; merci à tous de prendre le temps de le relayer à toutes les entreprises que vous connaissez.

Accéder au logiciel : <https://delaispaiements.fedom.org/>

La FEDOM dans la presse

Coronavirus : les acteurs du tourisme Outre-mer mettent l'accent sur la sécurité sanitaire

La ministre des Outre-mer, Annick Girardin et le secrétaire d'état auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Baptiste Lemoyne, ont échangé lundi 27 avril avec les acteurs du tourisme en Outre-mer. L'objectif de ces réunions : écouter les doléances des acteurs clés du tourisme en Outre-mer,

dans un contexte de pandémie. Les questions économiques sont passées au second plan, les agences de voyages, compagnies hôtelières et autres acteurs du secteur préférant mettre l'accent sur le volet sanitaire. Il y a eu une vraie demande de sécurisation sanitaire. Bien sûr que l'on veut des aides économiques, **mais surtout, on veut qu'on nous aide à retravailler. L'idée c'est donc de faire des Outre-mer une destination "safe" a affirmé Samia Badat-Karam, déléguée générale de la FEDOM.**

<https://la1ere.francetvinfo.fr/en-outre-mer-les-acteurs-du-tourisme-mettent-l-accent-sur-la-securite-sanitaire-827504.html>

Interview de Samia Badat-Karam dans le JT radio de Réunion La Première Radio

<HTTPS://LA1ERE.FRANCETVINFO.FR/REUNION/EMISSIONS-RADIO/JOURNAL-0>

Interview de Samia Badat Karam pour le JT de Reunion première sur la mise en place du questionnaire tourisme de la FEDOM

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/le-journal-de-19h-du-02-mai-828792.html>

Agenda de la FEDOM

Les Assises économiques des outre-mer, dont la FEDOM est partenaire, sont reportées aux 13 et 14 octobre 2020.

Les organisateurs, le Groupe Ouest-France, le marin et Ilago, en partenariat avec la Fédération des Entreprises des Outre-mer et le Cluster Maritime Français, et avec le soutien du Ministère des Outre-mer, ont décidé de reporter ce nouvel événement.

L'Assemblée Générale de la FEDOM est reportée au 13 octobre 2020.

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2020/03/26/elles-devaient-avoir-lieu-en-juin-les-assises-conomiques-des-outre-mer-reportees-au-13-et-14-octobre,116615.html>

VIE DES ADHERENTS

Carla Baltus, présidente du MEDEF Mayotte : “Nous voulons éviter que des plans de licenciement viennent encore gonfler les chiffres du chômage »

Lire son interview : <https://www.mayottehebdo.com/actualite/economie/carla-baltus-president-du-medef-mayotte-nous-voulons-eviter-que-des-plans-de-licenciement-viennent-encore-gonfler-les-chiffres-du-chomage>

Les acteurs économiques de Mayotte tirent les leçons des crises précédentes

Plusieurs acteurs économiques de Mayotte, regroupés au sein des structures FMBTP, Union maritime de Mayotte, CAPEB, U2P, CPME et Medef, tirent la sonnette d'alarme sur les conséquences économiques et sociales provoquées par le confinement. On sait la fragilité induite par l'arrêt de l'activité du pays, mais elle arrive à Mayotte après la crise sociale de 2018, et encore en arrière, celle de 2011, rappelle leur communiqué.

<https://lejournaldemayotte.yt/2020/04/28/les-acteurs-economiques-tirent-les-lecons-des-crises->

[precedentes/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=les-acteurs-economiques-tirent-les-lecons-des-crisis-precedentes](https://www.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/air-caledonie-compte-sur-un-pret-garanti-par-l-etat-827440.html)

Air Calédonie compte plutôt sur un prêt garanti par l'état

Le conseil d'administration d'Air Calédonie évoquait la très délicate situation de la compagnie domestique face à la crise sanitaire. Plutôt que la requête émise par le syndicat, Scara, Aircal entend solliciter un prêt garanti par l'état, à hauteur d'1,2 milliard de francs CFP.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/air-caledonie-compte-sur-un-pret-garanti-par-l-etat-827440.html>

Air Tahiti – Manate Vivish : « Jamais la compagnie n'a connu une situation aussi difficile »

L'activité commerciale d'Air Tahiti est complètement à l'arrêt depuis plus d'un mois. Le directeur général de la compagnie estime qu'il va lui falloir plusieurs années pour se relever de ce « trou d'air » mais il compte sur ses ressources humaines compétentes, entraînées et formées pour maintenir le cap.

<https://www.tntv.pf/tntvnews/polynesie/economie/air-tahiti-manate-vivish-jamais-la-compagnie-na-connu-une-situation-aussi-difficile/>

Le PDG de Corsair lance un appel au secours pour sauver la compagnie

Dans une tribune publiée lundi 27 avril, Pascal de Izaguirre, évoque « la mort des petites compagnies françaises » si aucune mesure de soutien n'est prise par l'état. Corsair espère relancer ses vols le 12 juin, depuis Orly vers la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion.

<https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/economie/le-pdg-de-corsair-lance-un-appel-au-secours-pour-sauver-la-compagnie-553699.php>

La Réunion : le BTP toujours affaibli

Le secrétariat général pour les affaires régionales (Sgar), la Dieccte et la Deal ont échangé avec la FRBTP. Au cœur de la discussion : les conditions d'une reprise des chantiers à La Réunion. "Pour l'heure, seuls 25 à 30 % des chantiers sont de nouveau en activité, explique Anthony Lebon, président de la fédération. Les entreprises doivent reprendre au plus vite, mais des difficultés subsistent."

https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2020/04/29/Le-BTP-toujours-affaibli_605682

Monresto.re : la CCIR (La Réunion) met en ligne un annuaire des restaurants proposant des plats à emporter

Pour permettre une plus grande visibilité aux restaurateurs, la CCIR lance la plateforme en ligne monresto.re. Un annuaire sous forme de vitrine, où les établissements peuvent afficher leur menu, les actualiser chaque jour, ainsi que leurs tarifs. Les transactions ne se font pas à travers le site internet, qui propose par contre les numéros de téléphone, e-mail, et liens facebook pour passer commande auprès des restaurateurs. 30 restaurants de l'île sont déjà accessibles sur la plateforme.

https://www.zinfos974.com/Monresto-re-La-CCI-met-en-ligne-un-annuaire-des-restaurants-proposant-des-plats-a-emporter_a153677.html

La Réunion : Patrick Serveaux, président de l'UMIH, nommé au Comité national filière Tourisme

Patrick Serveaux, président de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (UMIH) et de la commission Tourisme du MEDEF Réunion, a été nommé au Comité national filière tourisme « avec l'appui de la FEDOM ».

http://outremers360.com/economie/la-reunion-patrick-serveaux-president-de-lumih-nomme-au-comite-national-filiere-tourisme/?fbclid=IwAR27fuVM_WGjRRxY8YaQVSA6IMkIxIbkzQMv1Fb8RUplUqy3dm-jJfE9Ksw

Commentaire FEDOM

La FEDOM se réjouit d'avoir pu obtenir la désignation de deux représentants ultramarins au Comité national de la filière tourisme, Patrick Serveaux et Patrick Vila-Collet, Hôtelier et Président de la CCI des îles de Guadeloupe.

De nombreux sujets vont en effet être traités dans les prochaines semaines avant le comité interministériel du 14 mai présidé par le premier ministre Édouard Philippe qui présentera le plan de relance spécifique au secteur du tourisme.

Le tourisme en Outre-Mer ne pourra pas en effet redémarrer au même rythme et avec des stratégies et outils identiques à la métropole : l'étroitesse du marché local, la problématique des transports aériens ou encore la saisonnalité différente de celle de la métropole se conjuguent pour rendre nécessaire une déclinaison spécifiquement ultramarine de nos travaux.

C'est la raison pour laquelle, outre ces deux nominations, la FEDOM réitère sa demande qu'un de ses membres intègre le bureau de ce comité ou, à minima, qu'une commission outre-mer soit créée. Nous serons très attentifs dans les prochains jours à la réponse qu'apportera le gouvernement à cette demande.

Le Medef Guadeloupe appelle le gouvernement à soutenir le secteur aérien

« Le soutien de l'État à toutes les compagnies aériennes françaises implantées en outre-mer est essentiel », affirme Bruno Blandin, président de l'Union des entreprises (UDE/MEDEF Guadeloupe).

<https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/economie/l-union-des-entreprises-appelle-le-gouvernement-a-soutenir-le-secteur-aerien-569051.php>

Covid-19 : la CPME Reunion dresse 16 propositions pour mieux préparer le déconfinement

Afin de réussir au mieux le déconfinement, la CPME érige la sécurité de tous en priorité. Elle souhaite des préconisations sanitaires qui clarifient la conduite à tenir. D'autre part, elle réclame une adaptation de la législation à la pandémie actuelle en limitant la responsabilité de l'employeur.

Lire les propositions :

https://www.cpme.fr/sites/default/files/2020-04/PropositionsCPME_Deconfinement.pdf

<http://outremers360.com/economie/covid-19-la-cpme-reunion-dresse-16-propositions-pour-mieux-preparer-le-deconfinement/>

Coronavirus : 77% des entreprises réunionnaises sont fermées pendant le confinement

30 millions d'euros de perte de chiffre d'affaires durant le confinement ; la CCIR a mené une grande étude pour évaluer les répercussions économiques de la crise sanitaire. De nombreuses entreprises sont fermées et les mesures ne semblent pas suffire. Plus de 14 millions d'euros ont été sollicités pour le Prêt

Garanti d'Etat. 208 demandes ont été faites, à 85% par des entreprises du Commerce et des Services. Le montant moyen accordé est de 75 000 euros.

Il permet le plus souvent de payer les fournisseurs, les charges, les loyers ou encore les salaires. Mais pour plus de la majorité des entreprises, près de 60%, les dispositifs sont peu ou partiellement adaptés. 77% des entreprises se déclarent fermées pendant le confinement, dont 41% sans recours au chômage partiel et 36% avec.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/coronavirus-77-des-entreprises-reunionnaises-sont-fermees-pendant-le-confinement-827538.html>

L'UDE-MEDEF souhaite un réel engagement des banques aux côtés des entreprises guadeloupéennes

Les chefs d'entreprises sont nombreux à se plaindre de l'absence de soutiens financiers au point que le MEDEF vient d'adresser un courrier aux organismes bancaires de Guadeloupe pour leur demander de jouer le jeu...

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/l-ude-medef-souhaite-un-reel-engagement-des-banques-aux-cotes-des-entreprises-guadeloupeennes-827520.html>

VIE DES PARTENAIRES

En partenariat avec la FEDOM, Outremers360 donne la parole aux entrepreneurs ultramarins

L'après en Outre-mer : « Et maintenant » par Dominique Lefeuvre, gérant de la SARL Biscochoc, une entreprise de l'industrie agro-alimentaire spécialisée en chocolats et confiserie en Nouvelle-Calédonie.

<http://outremers360.com/fil-info-appli/lapres-en-outre-mer-et-maintenant-par-dominique-lefeuvre/>

BREVES

Louis Wane lorgne sur le Sofitel de Moorea

L'homme d'affaires Louis Wane, déjà propriétaire de cinq hôtels en Polynésie française, souhaite acquérir le Sofitel de Moorea de Fred Grey.

https://www.tahiti-infos.com/Louis-Wane-lorgne-sur-le-Sofitel-de-Moorea_a190660.html

Crise économique : à Bora Bora, plusieurs hôtels pourraient être mis en vente

Après un mois de confinement, beaucoup d'incertitude quant à la reprise de l'activité hôtelière... Atonia Teriinohorai, secrétaire général du syndicat O Oe To Oe Rima.

<https://www.tntv.pf/tntvnews/polynesie/economie/crise-economique-a-bora-bora-plusieurs-hotels-pourraient-etre-mis-en-vente/>

Un projet « Montagne d'or » bis obtient un vote favorable en Guyane

La commission départementale des mines de Guyane a donné un avis largement favorable aux prémices d'un nouveau projet de mine d'or de taille industrielle, « Espérance », co- porté en Guyane par la compagnie minière américaine Newmont, a indiqué mercredi l'un des membres de la commission.

<http://outremers360.com/politique/un-projet-montagne-dor-bis-obtient-un-vote-favorable-en-guyane/>

Bières, vins... : la vente à emporter de nouveau autorisée en magasin

Au terme d'une semaine d'application de la levée partielle de l'interdiction de la vente à emporter de boissons d'alimentation, qui s'est déroulée sans heurts, le conseil des ministres a décidé d'assouplir à nouveau ces mesures d'interdiction.

<https://www.tntv.pf/tntvnews/polynesie/societe/bieres-vins-la-vente-a-emporter-de-nouveau-autorisee-en-magasin/>

Covid-19 : en Guyane, les opérateurs touristiques dans la tourmente

Après plus d'un mois et demi de confinement, la perte de chiffre d'affaires des opérateurs touristiques guyanais se chiffre en millions. Jean-Luk F. Le West, président de l'Union syndicale des opérateurs touristiques de Guyane, prévient que même si les établissements rouvrent en juin, leur survie dépendra de la reprise du trafic aérien et des soutiens financiers.

Lire son interview : <https://www.franceguyane.fr/actualite/sante/coronavirus/covid-19-les-operateurs-touristiques-dans-la-tourmente-467819.php>

Banque des Territoires : des fonds pour le secteur de l'ESS « en cours de déploiement en Outre-mer »

La Banque des Territoires annonce que des fonds visant le secteur de l'économie sociale et solidaire et celui des très petites entreprises sont en cours de déploiement en Outre-mer, notamment à La Réunion, en Nouvelle-Calédonie et en Martinique.

<http://outremers360.com/economie/banque-des-territoires-des-fonds-pour-le-secteur-de-less-en-cours-de-deploiement-en-outre-mer/>

En Nouvelle-Calédonie, l'Adie met en place un plan de relance pour les micro-entrepreneurs

Le plan comprend trois volets : un volet accompagnement pour répondre aux interrogations des entrepreneurs, un volet financier avec des « prêts de relance » et un volet plaidoyer afin de faire un point de situation régulier à transmettre aux autorités.

<https://www.lnc.nc/breve/l-adie-met-en-place-un-plan-de-relance-pour-les-micro-entrepreneurs>

Avec "Ansamb", un groupe d'entrepreneurs réunionnais travaille sur une alternative au contact-tracing

Un collectif d'entrepreneurs baptisé Mouvement Solidaire des Entrepreneurs Réunionnais apporte sa contribution pour une solution opérationnelle de "safety check" qui permettrait aux réunionnais de recevoir des notifications d'exposition au risque Covid19. Une alternative au contact tracing, qui respecte à la fois la vie privée et la réglementation européenne sur les données personnelles.

https://www.zinfos974.com/Avec-Ansamb-un-groupe-d-entrepreneurs-reunionnais-travaille-sur-une-alternative-au-contact-tracing_a153756.html

Le SCARA demande la mise en place d'un fonds d'urgence d'un milliard d'euros pour aider les compagnies aériennes françaises hors Groupe Air France

Le chiffre d'affaires global des autres compagnies aériennes françaises représente environ 15% de celui d'Air France. Ces compagnies aériennes rencontrent les mêmes difficultés qu'Air France et sont tout aussi soucieuses de renouveler leurs flottes pour améliorer leur compétitivité et participer à la transition écologique. Le SCARA demande donc qu'un fonds d'un montant d'un milliard d'euros, proportionnel à ce qu'Air France a obtenu de l'État, soit mis en place en urgence pour aider les compagnies aériennes françaises n'appartenant pas au groupe Air France à faire face à la crise actuelle et à préparer leur avenir.

<http://www.scara.aero/le-scara-demande-la-mise-en-place-dun-fonds-durgence-dun-milliard-deuros-pour-aider-les-compagnies-aeriennes-francaises-hors-groupe-air-france/>

Polynésie Française : déjà 22 Prêts à la Relance d'Entreprise de crise à la Sofidep

Dans le cadre de la crise liée au coronavirus, la Sofidep a adapté son dispositif de **“Prêt à la Relance d'Entreprise”** (PRE) en allégeant notamment les conditions d'éligibilité. Depuis le 2 avril, la Sofidep a ainsi traité 22 dossiers pour 150 millions de Fcfp de crédits dont près de 66 millions ont déjà été débloqués.

https://www.tahiti-infos.com/Deja-22-PRE-de-crise-a-la-Sofidep_a190684.html

Compagnies aériennes : 12 pays européens appellent à suspendre l'obligation de remboursement

Douze pays européens, dont la France, ont demandé mercredi à la commission européenne de suspendre l'obligation faite aux compagnies aériennes de rembourser les passagers dont les voyages ont été annulés à cause du coronavirus, pour soutenir un secteur durement touché par la crise. Selon l'Association internationale du transport aérien (Iata), le poids des remboursements de vols annulés s'élève pour les compagnies en Europe à 10 milliards de dollars.

https://la1ere.francetvinfo.fr/compagnies-aeriennes-12-pays-europeens-appellent-a-suspendre-l-obligation-de-remboursement-827962.html?fbclid=IwAR1NSC-rCvDtN7e5h6pjX-1OiwSg9_H-KllqR5i7rrR0g0XlwqoaLn9zyCk

JOURNAL OFFICIEL

29.04.2020

Décret n° 2020-484 du 27 avril 2020 relatif au classement des communes en station de tourisme

30.04.2020

Décret n° 2020-488 du 28 avril 2020 portant diverses dispositions relatives aux ports maritimes

02.05.2020

Décision n° 2020-RM-01 du 27 mars 2020 modifiant la décision n° 2016-RM-14 du 11 mai 2016 portant reconduction de l'autorisation délivrée à l'association Radio Zirondel pour l'exploitation du service de radio de catégorie B par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé **LFM Réunion**

03.05.2020

Arrêté du 22 avril 2020 portant mutation (tribunaux administratifs et cours administratives d'appel) :M. Banvillet (Matthieu), premier conseiller au tribunal administratif de Lille, est muté aux tribunaux administratifs de **La Réunion et de Mayotte**